

**Discours d'accueil de M. Richard Ferrand,  
Président de l'Assemblée nationale**

Ouverture des 24es États Généraux d'Élus Locaux Contre le Sida

Jeudi 28 novembre 2019 – Salons de l'hôtel de Lassay

***SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI***

Mesdames et messieurs les députés,

Madame la maire de Paris,

Mesdames et messieurs les élus locaux,

Monsieur le Délégué Général,

Mesdames, Messieurs,

C'est un honneur d'accueillir ici, à l'hôtel de Lassay, la 24<sup>e</sup> édition des États généraux d'Élus Locaux contre le Sida, structure transpartisane engagée depuis près d'un quart de siècle contre cette maladie.

Un quart de siècle et nous sommes là, vous êtes là, et nous pourrions considérer que c'en est trop : trop de personnes contaminées, trop de personnes décédées depuis l'émergence de la maladie, devenue épidémie dans les années 80.

Mais que de chemin parcouru !

En un quart de siècle, les progrès scientifiques, la prise en charge, les traitements, les nouveaux dispositifs de prévention ont été déterminants.

Ils font qu'aujourd'hui, la stratégie dite des « trois fois 90 » de l'Organisation des Nations Unies permet d'envisager que la maladie puisse être éradiquée dans les prochaines années.

Cette stratégie, vous le savez, consiste à faire en sorte qu'au moins 90 % des personnes séropositives sachent qu'elles le sont ; que 90 % de ces personnes au moins reçoivent un traitement ; et que 90 % de ces personnes voient leur charge virale durablement supprimée. Déjà, les pays et les métropoles qui ont mis en œuvre cette stratégie en voient les premiers résultats.

Il faut se réjouir du recul du VIH en France en 2019. Non seulement le dépistage a augmenté, avec près de 6 millions de tests par an, mais le nombre de personnes ayant découvert leur séropositivité a reculé au cours des cinq dernières années, de 16 % pour les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, et de 22 % chez les hétérosexuels.

Cette stratégie fonctionne. Mais il reste des combats à mener : la prévalence demeure trop forte et les contaminations progressent encore parmi certains publics, en particulier les femmes et les hommes hétérosexuels nés à l'étranger. Il faut donc étendre et déployer la stratégie de prévention diversifiée telle que l'a définie l'ONU-Sida.

Sur notre territoire, l'action locale est déterminante. Et c'est ensemble que les collectivités, les associations, les services de l'État, les professionnels et les établissements de santé font reculer chaque jour l'épidémie. C'est ensemble que l'on peut déployer des bonnes pratiques et associer de nouvelles ressources à ce combat.

Je pense au « service sanitaire », qui permet d'initier à la prévention les étudiants en médecine, lesquels peuvent ainsi intervenir auprès des publics-cibles. Il s'agit bien là d'une nouvelle ressource, aux côtés des professionnels et des structures présentes sur le terrain.

L'ouverture de centres de santé sexuelle dans des métropoles comme Paris, Lyon, Marseille, Montpellier, va aussi améliorer la prise en charge des publics les plus concernés.

Il faut également saluer l'espoir qui renaît d'éradiquer la maladie dans le monde.

La 6<sup>e</sup> conférence du Fonds mondial de lutte contre le sida, qui s'est tenue à Lyon les 9 et 10 octobre derniers, était historique. Elle a permis de dépasser les 14 milliards de financements, en particulier grâce à la France : notre pays, en effet, a augmenté de 20 % sa contribution, portée maintenant à 1,17 milliard d'euros.

Si ces chiffres peuvent paraître abstraits, il y a une statistique que je souhaite absolument retenir : dans les pays où le Fonds mondial investit, depuis sa création en 2002, le nombre de décès annuels dus au sida, à la tuberculose et au paludisme a reculé de 40 %.

Et pour la période 2020-2022, le fonds s'est fixé comme objectifs de sauver 16 millions de vies et de réduire de moitié la mortalité liée aux trois maladies.

À tous les niveaux, la France a été en première ligne et sur tous les fronts, de la découverte du virus à la recherche, de la prévention à la prise en charge, du local à l'international en passant par le national, de l'initiative associative à l'action coordonnée.

La France a su aussi se montrer créative. Il fallait avoir du culot pour imaginer un dispositif comme UNITAID, à l'initiative de Jacques Chirac, pour financer l'achat de médicaments en prélevant une taxe sur les billets d'avions.

Votre présence ici, aujourd'hui, comme vos actions en tant qu'élus locaux, s'inscrivent dans le même esprit: les États généraux, c'est l'occasion d'échanger et de mettre en commun des idées, des actions, des résultats, pour expérimenter et diffuser les dispositifs qui fonctionnent.

C'est la bonne méthode, nous le savons.

Je souhaite donc que vos travaux soient fructueux, pour que recule encore et toujours ce fléau qui a causé tant de drames.

Je sais pouvoir compter sur vous, comme vous pouvez compter sur mon soutien et sur celui de la représentation nationale.